

VINCI

Rapport complémentaire du Conseil d'administration du 6 février 2025 sur l'augmentation de capital réservée aux salariés de VINCI et de ses filiales françaises dans le cadre du plan d'épargne du Groupe en France

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Aux termes de la douzième résolution de l'assemblée générale mixte du 9 avril 2024, vous avez autorisé le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois et pendant un délai de vingt-six mois, à des émissions d'actions destinées à être souscrites exclusivement par les salariés de VINCI et de ses filiales adhérant aux plans d'épargne du Groupe institués à l'initiative de VINCI.

Le Conseil d'administration a décidé, le 6 février 2025, de procéder à une émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de 2,50 € dans les conditions suivantes :

- Pour la prochaine opération réservée aux salariés de VINCI et de ses filiales françaises dans le cadre du plan d'épargne du Groupe en France, la période de souscription commencera le 1^{er} mai 2025 et s'achèvera le 31 août 2025. Les actions souscrites par le FCPE Castor Relais 2025/2 - ce fonds ayant vocation à être fusionné avec le FCPE Castor lors de la réalisation de cette augmentation de capital réservée - seront intégralement libérées à la souscription et porteront jouissance du 1^{er} janvier 2025.
- Le prix de souscription a été fixé à 95 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de bourse ayant précédé le 6 février 2025, soit à 97,21 euros par action nouvelle à émettre, prix correspondant à 2,50 euros de valeur nominale et à 94,71 euros de prime d'émission.
- Conformément au plafond défini par la douzième résolution de l'assemblée générale mixte du 9 avril 2024, le Conseil d'administration s'assurera que le nombre total d'actions susceptibles d'être émises sur le fondement de cette délégation de compétence n'excède pas 1,5 % du nombre des actions composant le capital social au moment où le Conseil d'administration prend sa décision. Si le plafond de 1,5 % est atteint, la procédure prévue par le règlement du plan d'épargne pour réduire le nombre d'actions à émettre ou pour annuler l'opération devra être appliquée.

Le nombre maximum d'actions qui peut être émis par rapport au nombre d'actions composant le capital social au 31 janvier 2025 s'élève à 8 138 648, ce montant étant obtenu de la façon suivante :

	Nombre d'actions	%
Capital social au 31 janvier 2025	582 414 397	100,00 %
Plafond de 1,5 % de l'autorisation consentie par l'AGM le 9 avril 2024	8 736 215	1,50 %
Utilisations depuis le 9 avril 2024	597 567	0,10 %
Nombre maximum d'actions pouvant être émises au titre de ce plafond de 1,5 %	8 138 648	1,40 %

Ces données seront ajustées en fonction de l'évolution du capital social.

Incidence de l'émission d'un nombre maximum de 8 138 648 actions nouvelles :

- un actionnaire détenant 1 % du capital de VINCI et ne souscrivant pas à l'augmentation de capital verrait sa participation ramenée à 0,99 % du capital social :

	<u>VINCI</u>	<u>Actionnaire</u>	
	Nb d'actions	Nb d'actions	%
Capital au 31 janvier 2025	582 414 397	5 824 143	1,00 %
Nombre maximum d'actions pouvant être émises	8 138 648	0	
Capital après augmentation	590 553 045	5 824 143	0,99 %

- la quote-part des capitaux propres de VINCI au 31 décembre 2024, rapportée au nombre d'actions composant le capital social au 31 janvier 2025 après déduction de l'auto-détention, s'élève à 55,90 euros par action ; pour un actionnaire ne souscrivant pas à l'augmentation de capital, elle serait portée à 56,49 euros, compte-tenu du nombre maximum d'actions pouvant être émises :

	Nombre d'actions au au 31/01/25	Capitaux propres en K€	en € par action
Capitaux propres de VINCI au 31 décembre 2024	582 414 397	31 451 017	54,00
Actions auto-détenues ¹	19 829 082	-	-
Capitaux propres de VINCI au 31 décembre 2024	562 585 315	31 451 017	55,90
Augmentation maximum autorisée	8 138 648	791 158	97,21
Capitaux propres après augmentation	570 723 963	32 242 175	56,49

1 : dont 7 511 929 actions de performance et actions attribuées dans le cadre des plans d'incitation à long-terme

- compte-tenu du prix d'émission et du volume de l'opération, l'opération ne devrait pas avoir d'incidence significative sur la valeur boursière de l'action.

Le présent rapport complémentaire est établi en application de l'article R. 225-116 du Code de commerce.

Nanterre, le 6 février 2025
Le Conseil d'administration